

## Performances macroéconomiques

Avec le retour de la confiance après le fort ralentissement de 2016, la reprise économique se confirme avec un taux de croissance du PIB réel de 5,4 % en 2018, supérieur aux 3,5 % de 2017. La croissance est principalement tirée par les services – tourisme, services commerciaux et financiers et assurances – qui ont augmenté de 10 % en 2018, couplés à une croissance solide dans les secteurs des transports, de la construction et des télécommunications. Dans le tourisme, on prévoyait 225 000 visiteurs en 2018, après le record de 2017 de 171 000 personnes, qui dépassait les chiffres d'avant le virus Ebola.

En 2018, le déficit budgétaire s'approche des 3,9 % du PIB contre 7,9 % en 2017, grâce à une meilleure discipline budgétaire et au soutien de la communauté internationale. Toutefois, le ratio de la dette publique est en 2017 d'environ 130 % du PIB, et le pays est classé en état de surendettement. En 2018, l'inflation baisse à 6,2 % contre 8 % en 2017. Les réserves internationales brutes passent à 3,1 mois en 2018 contre 2,9 mois en 2017, grâce à un plus grand soutien financier des partenaires au développement.

Le déficit de la balance courante reste élevé, à environ 19 % du PIB en 2018, en légère baisse par rapport à 2017. Durant le premier semestre 2018, les importations totales augmentent de 9,2 % par rapport au premier semestre de 2017, tandis que le total des exportations s'accroît de 8,5 % pour atteindre 54,9 millions USD. Les exportations se composent essentiellement de produits de base, notamment les arachides (55,6 %), le poisson et les produits de la pêche (21,6 %) et les noix de cajou (10,6 %). Les perspectives économiques à court terme devraient connaître une amélioration progressive à moyen terme. Le PIB réel devrait croître de 5,4 % en 2019 et de 5,2 % en 2020.

## Perspectives : facteurs positifs et négatifs

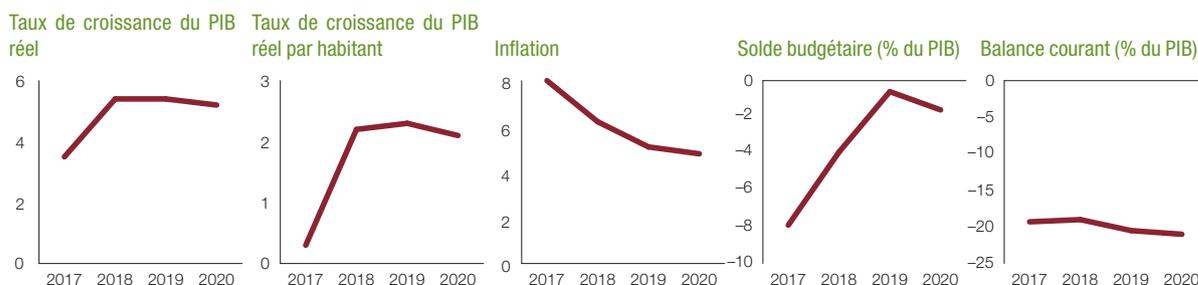
L'insécurité et l'instabilité politique présentent des risques pour 2019 avec le retrait de la mission de la Communauté

économique des États de l'Afrique de l'Ouest et les possibles conflits liés à la limite du mandat présidentiel à trois ans. En outre, le fort endettement public continuera de grever les dépenses de l'État dans des secteurs socio-économiques essentiels comme la santé, l'éducation et le développement des infrastructures, à moins que le pays ne restructure sa dette.

D'autres difficultés sont susceptibles de menacer les perspectives économiques comme la résurgence de l'instabilité politique, la forte augmentation des dépenses publiques, les retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles et la dépendance à une agriculture, tributaire des précipitations, menacée par de mauvaises conditions météorologiques.

Le déficit budgétaire reste un enjeu pour les décideurs, et la consolidation budgétaire est donc un axe stratégique essentiel du Plan de développement national 2018–2021, qui a recueilli 1,7 milliard USD d'engagements de la part des bailleurs de fonds lors d'une conférence organisée en mai 2018 à Bruxelles. La mise en œuvre disciplinée du programme de réforme des entreprises publiques, un plus faible niveau d'emprunt domestique et un plus fort engagement en faveur de mesures d'austérité administrative permettraient de réduire le déficit. De manière générale, les politiques doivent se concentrer sur l'amélioration de l'efficacité de la fourniture de services en utilisant des ressources étatiques limitées.

Résoudre les problèmes de pénuries d'électricité et d'eau reste une priorité politique essentielle. L'accès à l'électricité est de 47 % au plan national, mais seulement 13 % dans les provinces reculées. Seuls 60 MW sur les 106 MW de capacité totale installée sont disponibles, et en 2016 les pertes du réseau de transport et de distribution atteignent 26 %. L'absence de fiabilité de la fourniture en électricité a également un impact sur la disponibilité de l'eau dans le Grand Banjul, aggravant ainsi le problème de l'accès limité à l'eau courante.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.